

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE NY CLAUDINE

GOAS VEN
22160 Saint-Servais

Références : [VD/FH/2025/11/20/01](#)
Code AIOT : 0052205902

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement LE NY CLAUDINE implanté GOAS VEN 22160 Saint-Servais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE NY CLAUDINE
- GOAS VEN 22160 Saint-Servais
- Code AIOT : 0052205902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral modificatif en date du 03 février 2014 pour une capacité de 132 533 emplacements de volailles de chair, avec en annexe une fabrique d'engrais et sup-

ports de culture.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
11	Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	3 mois
12	Notification de changement notable	Autre du 15/01/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement	Demande d'action corrective	3 mois
13	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 1.1	Sans objet
2	Fabrique d'engrais et supports de culture	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 1.2	Sans objet
3	Fabrique d'engrais et supports de culture	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 3.2.3.2	Sans objet
4	Fabrique d'engrais et supports de culture	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 3.4.3	Sans objet
5	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
7	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
8	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
9	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un poulailler a été cédé à Mme Morgane LE NY (fille de l'exploitante), mais ce point sera revu dans le dossier de demande d'autorisation environnementale attendu et pour lequel une phase amont a été réalisée le jour de l'inspection.

Les documents de fertilisation et la déclaration des flux d'azote sont erronés, car le prestataire prend en considération une production de poulets lourds pour moitié environ et pour l'autre moitié du poulet standard, or il n'est produit que du poulet lourd. Ce qui engendre qu'environ 16 % des rejets en azote de l'installation ne sont pas pris en considération.

Exploitation bien tenue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 1.1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Madame LE NY Claudine, ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à SAINT-SERVAIS au lieu dit « Goas Ven » est autorisée à exploiter à cette adresse / à (Section B, parcelles n° 188 et 995), à moins de 35 mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 132 533 emplacements en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 19 179 unités par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Mise en place : 45 900 poulets lourds. Production : 258 015 poulets lourds pour 10 062 uN.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 1.2
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à SAINT-SERVAIS, au lieu dit « Kerroc'h Bihan » (Section C, parcelles n° 221 et 222), une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 820 tonnes par an.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 3.2.3.2
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum : <ul style="list-style-type: none">- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie, - l'origine des matières premières (nature et origine des déjections- origine des déchets verts, le cas échéant), - les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),- les dates des retournements ultérieurs, - la date de l'entrée en maturation,- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.
Constats : Prises de température et cahier de suivi du compostage : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 3.4.3
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant

<p>veille à l'entretien régulier de la plate forme et au maintien d' une surface plane permettant de garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de flaques • l'absence d'écoulement préférentiel d'eau en direction des tas ou andains <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs, et pour éviter la prolifération de mauvaises herbes sur le tas de compost, et ce sans altération de celui-ci.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plateforme de compostage bien entretenue : Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Propreté des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Exploitation bien tenue. Les abords de l'installation sont paysagers et régulièrement entretenus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Tenue du registre des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Constats : <p>Extincteurs et vérification périodique : Conforme. Affichage des consignes et n° d'appels : Conforme. Défense externe contre l'incendie validée par le SDIS : Conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Calcul du 170 kg/SAU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.
Constats : Conforme : 60.5 uN/ha
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

Constats :
Non Conforme : dispositif de fermeture à clé à mettre en place (l'emplacement du forage et la configuration des lieux ne permettent pas de mettre en place un périmètre de protection de 5 mètres par 5).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
Constats : Documents présents et remplis : Conforme. La quantité d'azote organique à gérer est basée sur une production de poulets lourds et de poulets standards, or il n'y a que du poulet lourd de produit. Il en résulte qu'environ 16 % de l'azote organique restant à gérer n'est pas tracé : Non Conforme. Les documents de fertilisation sont réalisés par le centre de gestion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Notification de changement notable

Référence réglementaire : Autre du 15/01/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande

d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Non Conforme : un poulailler a été cédé à Morgane LE NY.

Ce point sera régularisé dans le dossier de demande d'autorisation environnementale à venir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2

Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse

Prescription contrôlée :

PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.

Constats :

Conforme : Déclaration des flux réalisée.

Non Conforme : comme indiqué au point 11 ci-dessus, cette déclaration, réalisée par le centre de gestion, (qui prend en considération une production qui n'est pas réalisée par l'exploitante) n'est pas cohérente puisqu'environ 16 % de l'azote organique produit n'est pas tracé (poulets standards au lieu de poulets lourds).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois